



1 – Auteure des articles



De l'étudiante Gauche prolétarienne à mémé l'indignée (Arlette Charlot)

20

ans en 1968 : première année de faculté Sciences économiques à Lille, participe de loin au mouvement (une jambe plâtrée)

Période « révolutionnaire »

De septembre 1969 à septembre 1970, membre très active de la Gauche prolétarienne à Lille, abandon des études, militantisme et établissement en usine.

Un militantisme souvent dans l'illégalité

Pénétration par effraction de nuit dans les entreprises , bombage, sabotage ... Diffusion et rédaction d'articles pour la Cause du Peuple, journal interdit Pénétration de force dans les cars d'entreprise pour avoir des échanges aux ouvriers Projet non abouti d'incendie de bâtiments officiels Témoignage : la vie des maos en collectivité et les squats, les interventions à la Redoute, les frigos tagués de l'usine Thomson, le porte à porte dans les mines ...les arrestations ...

Un militantisme parfois indécent

Dans nos tracts, nos échanges verbaux avec les ouvriers, nous les incitions au combat « vaut mieux mourir debout que vivre à genoux », sans crainte d'entraîner des expulsions pour les étrangers ou des licenciements pour des nationaux. De même, notre participation à l'enterrement des 16 mineurs, décédés dans la mine suite à un coup de grisou le 4 février 1970 dans la mine de Fouquières lez Lens, a pu être ressentie comme déplacée par une partie, au moins de la population locale. Témoignage : La catastrophe de la mine de Fouquières Les Lens, notre présence sur le carreau de la mine lors de la remontée des corps, et notre participation contestée à l'enterrement....

Un travail en usine

« Établie » dans une usine textile à Roubaix, travail en 2X 8 sur les continus à filer pendant 6 mois, puis licenciée à la découverte de mon appartenance à la Gauche prolétarienne. Mission d'intérim, femme de ménage dans les bureaux pendant 4 mois. Témoignage : La pénibilité du travail dans une usine textile, poussière, bruit, relatif isolement , et les horaires décalés, les femmes et les filles de mineurs arrivant le visage fatigué après 1h1/2 de car ...

Un père, avocat général à la Cour de Sureté de l'Etat

Mon père, procureur à Lille est muté en 1968, à la Cour de Sureté de l'Etat, comme avocat général pour juger les militants politiques, en particulier ceux de la Gauche Prolétarienne. Ce sont les RG qui lui apprendront mon appartenance à la GP ... et ça fait mal , au sens propre comme au sens figuré !!

Auteure d'articles de la Cause du peuple interdite, interpellation

Au début de l'année 1970 les directeurs de publication de la Cause du peuple, JP Le Dantec d'abord puis M.Le Bris sont mis en prison. Jean Paul Sartre accepte alors d'être directeur du journal. N'osant pas incarcérer un philosophe de cette notoriété, la justice poursuivra alors les auteurs d'articles. Arrêtée aux portes de l'usine Thomson à Lesquin, la police trouvera dans mes poches des manuscrits d'articles parus dans la Cause du Peuple. "Votre compte est bon, vous êtes en prison ce soir" m'annonce le commissaire. Soudain il sursaute à l'évocation de mon nom de famille et fait rapidement le rapprochement avec Charlot, longtemps procureur à Lille, puis avocat général à La Cour de Sureté de l'Etat. Et pour éviter le scénario du drame familial, le père jugeant sa fille, je suis relâchée. Témoignage : Une arrestation rocambolesque digne d'un polar, les leçons de morale du commissaire, ma « déception » de ne pas aller en prison, synonyme de gloire et de fuite d'un environnement devenu très lourd....

Victime de suspicion d'agent double

A cette période, beaucoup de membres de la GP lilloise sont, soit en prison, soit recherchés activement. Une si rapide libération paraîtra suspecte, certains se posant la question de mon véritable rôle : Agent double? Témoignage : Les tendances paranos de la GP lilloise, en contradiction avec l'absence de précautions élémentaires : nous échafaudions nos plans sans la moindre discrétion, le plus souvent publiquement au resto U, ou dans des planques bien connues des services de policeD'autres arrestations collectives et d'autres relâchements collectifs !....

Un choix cornélien entre famille et engagement militant

Au cours de l'été 1970, des responsables parisiens de la GP débarqueront inopinément à Lille pour m'attendre à la porte de mon domicile. Ils ont pour mission d'obtenir le plan de la maison de mes parents, dans le but de procéder à l'enlèvement et à la séquestration de mon père. Je suis évasive, mes parents venant de déménager dans les Yvelines, dans une maison que je connais à peine, compte tenu des « tensions » familiales, je n'y étais allée qu'une seule fois. De plus, pour éviter la mise en danger de mes parents, je préviendrai ma mère de ce projet, et une protection de mon père sera assurée jour et nuit, par une présence permanente d'agents de sécurité.

La fuite hors de Lille

Les relations sont devenues intenable ; en outre, je suis virée de mon logement car, vivant avec un algérien, ce que ne supportent pas les voisins et le propriétaire (le racisme du Nord n'est pas nouveau). Alors je quitte Lille, en catimini en septembre 1970, avec mon ami. Témoignage : Les marques appuyées de suspicion et les pressions constantes, l'intervention du propriétaire me demandant de choisir entre mon ami ou le logement... **De Septembre 1970 à avril 1971, les déménagements contraints, le travail en usine et le scandale au procès d'Alain Geismar**

Les déménagements sous pression de la police

De Bordeaux à Marseille, avec mon ami, nous serons sous pression régulière de la police, nos logeurs sont systématiquement informés de mon passé et nous mettent à la porte. Il en ira de même pour mes emplois qui cesseront dès que les employeurs sont prévenus de mes engagements maoïstes antérieurs. Le procès retentissant de Geismar (voir plus loin) aggravera ma situation. Témoignage : Les nombreux passages au commissariat pour délit de faciès, mon ami est algérien et moi, je paraissais faussement mineure (moins de 21 ans), ces deux caractéristiques constituaient un prétexte à ces interpellations, selon la police, mon ami algérien avait certainement pour but de me prostituer et il fallait me protéger.

Les vendanges, l'usine, les ménages

Période de vendanges chez un grand viticulteur bordelais puis dans une petite exploitation à Cognac Intérimaire quelques mois chez Nestlé (Saint Menet), puis chez Prior (Marseille), travail à la chaîne et en équipes de 2X8, des missions interrompues avant le terme prévu, les Directions étant mises au courant de mon passé Gauche Prolétarienne. Ensuite ce seront des ménages dans les immeubles, sous déclarés et sous payés. Témoignage : les vendanges à Bordeaux et Cognac, la discrimination entre travailleurs français et espagnols, un soutien actif (une dizaine de Français) aux revendications des espagnols concernant leur logement et leur nourriture, et la cessation immédiate de notre contrat chez un grand viticulteur bordelais. Le travail à la chaîne, la solidarité entre ouvrières, des formes inventives de lutte et la découverte du syndicalisme que j'avais tant combattu pendant ma période Gauche prolétarienne. Un premier procès en prudhommes contre la société de ménage, ma première victoire.

Le Scandale au procès Geismar

Le procès d'Alain Geismar se déroule en novembre 1970 à la Cour de Sureté de l'Etat face avec l'avocat général Charlot et lors de ce procès Alain Geismar déclare en s'adressant à mon père :

« Vous qui parlez de justice et de vérité, lorsque vous avez appris de la bouche même du ministre, Raymond Marcellin que votre fille était membre de la Gauche Prolétarienne, vous l'avez frappé »

Et mon père a répondu

« Et vous, à votre mariage, si l'internationale avait été jouée, cela aurait été sur un piano à queue »

Témoignage : , si j'avais fait état d'une altercation un peu musclée avec mon père, sa médiatisation, nullement concertée, me choque car sans intérêt politique. Il m'aurait semblé plus efficace de dénoncer la justice de classe, et ma remise en liberté alors que j'aurai dû aller en prison. Par la suite, certainement gêné par la teneur de son témoignage, Geismar en modifiera la version et des contrevérités seront écrites sur les propos échangés.(La Cour de Sureté de l'Etat était un tribunal militaire et les archives sont inaccessibles (secret défense) pendant 70 ans) La situation à Marseille devient de plus en plus difficile et c'est le départ pour Paris en avril 1971

Période engagement syndical et politique dans l'administration

De septembre 1971 à Septembre 1982 : 10 ans de fonction publique et de militantisme syndical (CGT) et politique (PCF), au ministère de l'agriculture puis dans l'administration universitaire. Reprise des études universitaires et obtention de la maîtrise sciences économiques en 1976 à Villetaneuse (avec Anicet Le Pors) Témoignage : Les bonnes conditions de travail dans l'administration universitaire (BIUC, Paris 13, Paris 1), les 35 h sont obtenus en 1977, et les journées de grève sont rémunérées et une grande convivialité dans les relations de travail....

Période formation des représentants du personnel

Septembre 1982 à Janvier 1999 : 17 ans d'animation de formation économique et juridique pour des divers publics et en sous traitance. De 2002 à 2005 : des formations pour les futurs artisans à la chambre de métiers de Paris, pour les agents des Caisses d'épargne, pour les élus des nouveaux Comités d'entreprise SNCF. En 2005, la CGT crée son organisme de formation, Emergences, qui me confiera de nombreuses missions pour des représentants du personnel. Témoignage : des expériences riches de diversité, dans les échanges avec les salariés, élus de CE de l'industrie, sidérurgie, hôpitaux, banques, livre, services sur toute la France. Une approche des manipulations patronales, leur traduction dans les comptes et une certaine méfiance vis-à-vis des expertises pour les CE, bien trop complaisantes. Une mission de formation assurée en Nouvelle Calédonie pour l'USTKE (union des syndicats des travailleurs Kanaks et exploités) au mois de décembre 1993 et la découverte d'un peuple colonisé et de ses formes de résistance : une grève générale sur toute l'île, en soutien à une dizaine de salariés d'un garage, dont le patron ne voulait pas verser la prime de Noël, cette solidarité sans faille a été victorieuse. En 1993, je déménage à Chambéry, avec ma fille de 7 ans, et continue l'activité avec Emergences.

Période Expertise Comptable pour les Comités d'entreprise (CE)

De Janvier 2000 à Août 2012 : 12 ans d'assistance aux comités d'entreprise avec une fin brutale

Création et développement d'un cabinet d'assistance aux CE

Création en 2000 d'un cabinet d'expertises comptables à Chambéry (AFC) afin d'assurer des missions à la demande des comités d'entreprises. La SARL comprend 3 associés dont un expert comptable de Vichy et deux salariés (un ingénieur arts et métiers et moi-même) Très vite nos contacts avec l'UD de Savoie, avec les CE SNCF de Lyon et de Chambéry, nous assureront un chiffre d'affaires suffisant.. Nous développons une méthode particulièrement pédagogique et originale, et sans la moindre complaisance pour les manœuvres patronales. Ainsi le succès est au rendez vous. En 2009, mon collègue part à la retraite et entre 2009 et 2012, je recrute 3 personnes, des jeunes afin de les former et de leur transmettre le cabinet. Témoignages :Premières confrontations directes avec les Directions d'entreprise, leur manque de respect, en toute impunité, du code du travail, leurs pressions exercées sur les élus de CE pour éviter l'expertise, leurs mensonges sur l'interprétation des comptes. **Quelques exemples précis sur les années 2011/2012** Suite à notre expertise dans trois de ses filiales, le Groupe Hermès se verra contraint d'accorder une participation à tous les salariés des entreprises de production, malgré leur mise en déficit systématique. Le coût pour Hermès sera de 19 millions € par an, le gain pour les salariés de production sera équivalent à un mois et demi de salaire supplémentaire chaque année. J'apprendrai par la suite qu'Hermès exercera une pression sur les parents d'un des jeunes salariés du cabinet. Suite à notre intervention, la Direction de Groupe Dupessey (transport routier) rencontrera des difficultés à mettre en œuvre (et même stoppera) sa procédure de licenciement économique qui ciblait essentiellement des leaders syndicaux. La dirigeante, Carole Dupessey, soutenue par son cabinet d'expertise comptable du groupe Eurex portera plainte à l'ordre des experts, exigeant des sanctions contre moi. Une filiale de la Compagnie des Alpes, située aux Menuires (Sevabel), contre laquelle nous avons intenté un procès, se verra contrainte en Cour d'appel, puis en Cour de Cassation de nous remettre un document indispensable à notre analyse. Enfin le directeur du domaine skiable de Valmorel (DSV) détournera notre carte de vœux humoristique destinée aux élus de CE, en la considérant comme indigne et portera plainte à l'ordre des experts. Il sera soutenu par son commissaire aux comptes, qui n'avait pas supporté d'être convoqué par les élus du CE, pour s'expliquer, en ma présence, de certaines bizarreries comptables. Nous mènerons aussi une action très ferme contre la fermeture de Camiva, filiale de Fiat, annoncée le 7 mai 2012 et nous ne respecterons pas l'obligation de confidentialité et diffuserons largement notre analyse aux élus locaux, au cabinet du ministre A Montebourg

Offensive et trahison des trois salariés

Le 10 juillet 2012, les 3 salariés, des hommes âgés de 24 ans à 40 ans, décideront d'exercer un droit de retrait contre moi, prétendant être en danger en ma présence sans aucune justification ni preuve. L'expert comptable du cabinet, convoqué à l'ordre des experts, suite aux plaintes déposées, fera preuve de grande bienveillance et de générosité, à leur égard. Au retour des vacances, le 20 août, pensant sauver l'activité du cabinet, je donne ma démission avec effet immédiat, sans préavis. A ma grande stupéfaction, malgré mon départ instantané, les trois salariés maintiennent leur décision de quitter le cabinet. Ils recevront des indemnités conséquentes. Plus tard, je comprendrai que le cabinet Eurex, cabinet d'expertises comptables du Groupe Dupessey, avait décidé de créer une filiale d'assistance aux CE et de débaucher les trois salariés, pour récupérer notre clientèle de CE, et s'approprier notre savoir-faire. Témoignages : la soudaineté et la violence des salariés à mon égard d'autant plus incompréhensibles qu'ils bénéficiaient de conditions de travail et de rémunération particulièrement équitables, avec une échelle des salaires de 1 à 3. Et au cours des 6 mois suivants, je subirai un harcèlement multiforme : messages téléphoniques enregistrés et diffusés, messagerie mail détournée...

Une retraite combative

Durant les deux années suivantes, je tente de trouver réparation en justice, mais je perds mes procès aux prud'hommes, en appel et en cassation, malgré la présentation de preuves accablantes.

Un combat pour la Palestine

En mai/juin 2014, je pars à Gaza durant un mois, pour assurer une protection aux agriculteurs Gazaouis travaillant dans les champs situés à la frontière d'Israël, cibles régulières des tirs de l'armée israélienne Une expérience inoubliable, du fait de l'impressionnante force de vie du peuple de Gaza Adhérente à l'AFPS, je participe à de nombreuses actions et notamment au BDS Témoignage : à partir de nombreuses rencontres à Gaza, réalisation d'une vidéo (amateur) de ¾ heure, témoignant de cette force de vie d'un peuple enfermé et constamment bombardé

Un soutien aux salariés des petites entreprises

Conseillère du salarié, j'assiste les salariés dans les entretiens préalables aux licenciements et rupture conventionnelle.

Une dénonciation des mensonges patronaux par la création de deux sites

En 2015, la mise en ligne d'un site internet « dans la cuisine des patrons » a pour objectif de dévoiler les manœuvres patronales à partir d'analyse d'entreprises, de groupes, de définitions économiques. Le site est alimenté régulièrement et a été cité par plusieurs journaux et dans une émission télé. La création en septembre 2017 d'une chaîne YouTube « mémé l'indignée » a pour objectif d'élargir l'audience et de combattre plus largement les idées FN en dénonçant les véritables responsables de l'aggravation du chômage et de la pauvreté en France.

Sources

URL de l'article : <https://www.cuisinedespatrons.com/auteure-des-articles/>